

L'impact des conflits armés et des déplacements sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad

ABAKAR MAHAMAT HASSABALLAH

abakaronecs@gmail.com

Université de N'Djaména

Résumé

Les conflits armés provoquent des destructions massives des infrastructures éducatives, obligeant de nombreuses écoles à fermer ou à fonctionner de manière irrégulière. Ces violences génèrent également des déplacements forcés de populations, fragmentant le parcours scolaire des enfants réfugiés et déplacés internes. En conséquence, beaucoup d'enfants subissent des interruptions prolongées dans leur scolarité, voire un abandon total.

Les conditions de vie précaires dans les camps ou zones d'accueil aggravent ces difficultés, avec un manque criant d'écoles adaptées et de ressources pédagogiques. Parallèlement, les familles déplacées, confrontées à une perte de revenus et à la pauvreté accrue, peinent à financer la scolarisation (frais scolaires, fournitures, transport). Ces contraintes économiques poussent certains enfants, surtout les filles, à quitter l'école pour contribuer au travail domestique ou être mariés précocement.

De plus, les traumatismes liés aux violences vécues affectent la santé mentale et la motivation des enfants, rendant l'apprentissage plus difficile. À cela s'ajoutent des obstacles institutionnels, notamment des barrières administratives, linguistiques et culturelles dans les pays d'accueil, qui limitent l'accès au système éducatif national. Les discriminations et le manque de formation des enseignants pour répondre aux besoins spécifiques des enfants déplacés renforcent l'exclusion.

Mots clés : *Impact, conflits, armés, scolarisation, enfants, réfugiés, déplacés, Tchad*

Abstract

Armed conflicts cause widespread destruction of educational infrastructure, leading to the closure or irregular functioning of many schools. These violent situations also trigger forced population displacements, fragmenting the educational paths of refugee and internally displaced children. As a result,

many children experience prolonged interruptions in their schooling or even drop out entirely.

The precarious living conditions in camps or host areas further exacerbate these challenges, with a critical lack of adapted schools and educational resources. At the same time, displaced families, facing loss of income and increased poverty, struggle to afford schooling costs such as fees, supplies, and transportation. These economic constraints push some children, especially girls, to leave school to contribute to domestic work or enter early marriage.

Additionally, trauma from experienced violence affects children's mental health and motivation, making learning more difficult. Institutional barriers, including administrative, linguistic, and cultural obstacles in host countries, limit access to national education systems. Discrimination and insufficient teacher training to meet the specific needs of displaced children reinforce exclusion.

Keywords : *Impact, armed conflicts, schooling, children, refugees, displaced persons, Chad*

Introduction

Les conflits armés constituent l'une des menaces les plus graves pour le droit fondamental à l'éducation. Dans de nombreuses régions du monde, ils entraînent des destructions massives d'infrastructures, la désorganisation des systèmes éducatifs et des déplacements forcés de populations. Les enfants réfugiés et déplacés internes figurent parmi les plus vulnérables face à ces crises, car ils subissent à la fois la perte de leur environnement familial et scolaire, la précarité des conditions de vie, et les traumatismes liés à la violence.

Selon les données des agences internationales, des millions d'enfants sont privés d'école en raison de guerres, de conflits communautaires ou d'instabilité politique. Les déplacements — qu'ils soient internes ou transfrontaliers — brisent la continuité des parcours éducatifs, et la scolarisation devient un défi majeur dans les camps et zones d'accueil, où les ressources pédagogiques et les enseignants qualifiés sont souvent insuffisants.

Dans ce contexte, analyser l'impact des conflits armés et des déplacements forcés sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes permet de mieux comprendre les obstacles structurels, socio-économiques et psychologiques auxquels ils font face. Cette réflexion met également en lumière les initiatives, politiques et partenariats nécessaires pour garantir à ces enfants un accès équitable et durable à l'éducation, condition essentielle pour leur avenir et pour la reconstruction des sociétés touchées.

Pour contrer ces défis, des initiatives ciblées ont été mises en œuvre, telles que les programmes d'éducation en situation d'urgence, les écoles temporaires, et le soutien psychosocial. La coopération entre États, ONG et agences internationales vise à faciliter l'intégration des enfants déplacés dans les systèmes éducatifs nationaux et à assurer la reconnaissance de leurs acquis. Par ailleurs, la sensibilisation des communautés hôtes et déplacées joue un rôle clé pour valoriser l'éducation et encourager la scolarisation des enfants malgré les circonstances difficiles.

Ainsi, garantir l'accès à une éducation inclusive, sécurisée et adaptée aux besoins des enfants réfugiés et déplacés internes est crucial pour leur protection, leur développement personnel et la reconstruction sociale à long terme dans les contextes post-conflit.

1. Contexte de l'étude

Dans de nombreuses régions du monde, en particulier en Afrique, les conflits armés ont engendré une crise humanitaire majeure, provoquant des déplacements massifs de populations tant à l'intérieur des frontières nationales qu'au-delà. Le Tchad, de par sa situation géopolitique et ses zones frontalières instables, accueille depuis plusieurs décennies un nombre important de réfugiés et de déplacés internes fuyant les violences

dans les pays voisins comme le Soudan, la République centrafricaine ou la Libye.

Ces mouvements forcés ont des conséquences directes sur les conditions de vie des populations concernées, en particulier sur l'accès à l'éducation des enfants. L'instabilité sécuritaire, les infrastructures détruites, la pauvreté accrue et les difficultés d'intégration dans les systèmes éducatifs nationaux rendent la scolarisation de ces enfants extrêmement précaire.

Par ailleurs, la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes revêt une importance cruciale pour leur protection, leur développement psychosocial et la construction d'un avenir durable, à la fois pour eux-mêmes et pour les communautés d'accueil. Pourtant, malgré les efforts des autorités nationales, des organisations humanitaires et des partenaires internationaux, l'accès à une éducation de qualité reste un défi majeur. Il est souvent entravé par des barrières institutionnelles, culturelles et socio-économiques.

Cette étude s'inscrit dans ce contexte complexe pour analyser les impacts multiples des conflits armés et des déplacements forcés sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes, en mettant en lumière les principaux obstacles rencontrés et les stratégies mises en œuvre pour y faire face.

1.1. Justification du choix du sujet

L'éducation est un droit fondamental reconnu par de nombreux instruments juridiques internationaux, dont la *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989) et la *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous* (1990). Pourtant, dans les contextes marqués par les conflits armés et les déplacements forcés, ce droit est gravement compromis. Les enfants réfugiés et déplacés internes figurent parmi les groupes les plus vulnérables, car ils cumulent plusieurs formes de marginalisation : perte de leur environnement scolaire, précarité socio-économique,

traumatismes psychologiques et difficultés d'intégration dans de nouveaux systèmes éducatifs.

Le choix de ce sujet se justifie par la nécessité de comprendre et de documenter les réalités vécues par ces enfants, afin de mettre en lumière les facteurs qui entravent leur accès à l'éducation et les initiatives qui peuvent améliorer leur scolarisation. Cette réflexion est particulièrement pertinente dans des pays comme le Tchad, où l'instabilité régionale, les crises humanitaires récurrentes et l'afflux massif de réfugiés et déplacés internes posent des défis éducatifs considérables.

En outre, traiter cette problématique contribue à alimenter les débats sur les politiques publiques, à sensibiliser les décideurs et à orienter les actions des acteurs humanitaires vers des solutions inclusives et durables. Étudier l'impact des conflits et des déplacements forcés sur la scolarisation, c'est aussi reconnaître que l'éducation, au-delà de sa fonction d'apprentissage, joue un rôle essentiel dans la protection, la résilience et la reconstruction des sociétés après les crises.

1.1.1. Constat empirique : une crise éducative liée aux conflits

Le Tchad est aujourd'hui confronté à une situation humanitaire complexe marquée par des conflits armés récurrents, notamment dans la région du Lac Tchad et à l'Est du pays. Ces crises ont entraîné des déplacements massifs de populations et composées majoritairement d'enfants en âge scolaire.

Dans ces contextes de nombreux enfants réfugiés et déplacés internes restent hors du système éducatif, les infrastructures scolaires sont insuffisantes ou dégradées et les établissements des zones d'accueil connaissent une surcharge importante.

Ce constat révèle une rupture du droit à l'éducation, pourtant garanti par les engagements internationaux.

1.1.2. Constat statistique : ampleur du phénomène

Les données des organisations internationales montrent que les enfants représentent près de 50 % des populations déplacées, une proportion importante d'entre eux n'a jamais été scolarisée ou a interrompu sa scolarité, et les taux de scolarisation dans les zones affectées par les crises sont nettement inférieurs à la moyenne nationale.

Ces chiffres traduisent une inégalité structurelle d'accès à l'éducation entre enfants déplacés et non déplacés.

1.1.3. Constat qualitatif : vulnérabilités multiples

Au-delà des chiffres, les enfants concernés font face à des vulnérabilités cumulatives traumatismes liés à la violence et à l'exil, pauvreté et précarité des ménages, travail des enfants et mariages précoces (surtout chez les filles) et barrières linguistiques et culturelles.

Ces facteurs compromettent non seulement l'accès à l'école, mais aussi la réussite scolaire et la persévérance.

1.1.4. Constat institutionnel : limites du système éducatif tchadien

Le système éducatif tchadien, déjà confronté à des défis structurels (manque d'enseignants, infrastructures insuffisantes, faibles ressources), est mis sous pression par l'afflux massif de réfugiés, l'augmentation rapide des effectifs scolaires et la dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire. Cela pose la question de la capacité du système à intégrer durablement ces populations.

1.1.5. Constat scientifique : un manque d'études contextualisées

Malgré l'abondance des travaux sur l'éducation en situation de crise peu d'études approfondies portent spécifiquement sur le

Tchad, les recherches existantes sont souvent globales ou régionales, les réalités locales (zones rurales, camps, communautés d'accueil) restent insuffisamment documentées. Il existe donc un vide scientifique que cette étude cherche à combler.

1.1.6. Pertinence sociale et politique du sujet

L'étude s'inscrit dans des enjeux majeurs garantir le droit à l'éducation pour tous, contribuer à la stabilité sociale et à la cohésion nationale, prévenir les risques de marginalisation et de radicalisation des jeunes, soutenir les politiques publiques éducatives en contexte de crise. L'éducation apparaît comme un levier stratégique de développement et de paix.

1.1.7. Intérêt scientifique de l'étude

Cette recherche présente un intérêt scientifique à plusieurs niveaux elle articule éducation, conflits et mobilité forcée, elle mobilise une approche interdisciplinaire, elle permet de tester des cadres théoriques (capital humain, reproduction sociale, résilience) dans un contexte africain spécifique. Elle contribue ainsi à l'enrichissement des sciences de l'éducation en contexte de crise.

1.1.8. Formulation renforcée de la problématique

À partir de ces constats, la problématique peut être reformulée ainsi dans un contexte marqué par des conflits armés et des déplacements massifs de populations, comment les dynamiques de mobilité forcée influencent-elles l'accès, la continuité et la qualité de la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad, et dans quelle mesure le système éducatif tchadien est-il en mesure de répondre à ces défis ?

2. Problématique

Au Tchad, les conflits armés et les déplacements forcés ont généré un afflux important d'enfants réfugiés et déplacés internes confrontés à des conditions de vie précaires et à une fragilisation de leurs parcours scolaires. Malgré les efforts déployés par les autorités nationales et les partenaires humanitaires, l'accès à une éducation de qualité pour ces enfants reste largement entravé.

Face à cette situation, plusieurs questions se posent : quels sont les principaux impacts des conflits armés et des déplacements sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad ? Quels obstacles spécifiques rencontrent-ils pour accéder et rester dans le système éducatif ? Quelles stratégies et mesures sont mises en place pour répondre à ces défis, et dans quelle mesure sont-elles efficaces ?

Cette étude vise à apporter des réponses à ces interrogations afin de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre et contribuer à l'amélioration des politiques et pratiques éducatives en contexte de crise.

L'analyse de l'impact des conflits armés et des déplacements sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad peut être éclairée par plusieurs approches théoriques, dont la théorie de la privation et la théorie des droits humains.

Selon la théorie de la privation, les conflits et les déplacements forcés entraînent une rupture brutale dans l'accès aux ressources essentielles, dont l'éducation. Cette privation ne se limite pas aux infrastructures scolaires, mais inclut aussi les facteurs psychosociaux (traumatismes, insécurité, perte de motivation), économiques (pauvreté, travail des enfants) et socioculturels (barrières linguistiques, discrimination). Dans cette perspective, la scolarisation des enfants déplacés est conditionnée par leur capacité à surmonter ces multiples formes de privation.

La théorie des droits humains, quant à elle, considère l'éducation comme un droit inaliénable garanti par des instruments internationaux tels que la *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989). Cette approche met l'accent sur l'obligation des États et de la communauté internationale d'assurer un accès équitable et de qualité à l'éducation pour tous les enfants, y compris en contexte de crise humanitaire. Elle souligne également l'importance de politiques inclusives, de financements adéquats et de partenariats entre acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

L'articulation de ces deux cadres théoriques permet de comprendre que la non-scolarisation des enfants réfugiés et déplacés n'est pas uniquement la conséquence directe des conflits, mais résulte d'un enchaînement de facteurs structurels, institutionnels et individuels. L'éducation, dans ce contexte, joue à la fois un rôle de protection, de stabilisation et de reconstruction, ce qui justifie des interventions ciblées et durables.

3. Méthodologie

3.1. Type de recherche

Cette étude adopte une approche qualitative et quantitative mixte afin d'obtenir une compréhension approfondie des phénomènes et de mesurer certains indicateurs clés liés à la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes.

3.2. La population ciblée comprend :

Les enfants réfugiés et déplacés internes en âge scolaire (6-18 ans) résidant dans des camps et zones d'accueil au Tchad.

Les parents ou tuteurs de ces enfants, les enseignants et responsables scolaires des établissements accueillant ces enfants et les représentants des autorités éducatives et des organisations humanitaires impliquées.

3.3. Échantillonnage

Un échantillonnage stratifié sera réalisé pour garantir la représentativité selon le statut (réfugiés vs déplacés internes), l'âge et le sexe des enfants et les différentes régions du pays concernées.

3.4. Techniques de collecte de données

Enquêtes par questionnaires auprès des enfants scolarisés et non scolarisés pour recueillir des données sur leur accès à l'éducation, les obstacles rencontrés, et leur vécu scolaire.

Entretiens semi-directifs avec les parents, enseignants, et responsables éducatifs afin de comprendre les contraintes institutionnelles, sociales et économiques.

Groupes de discussion avec des acteurs communautaires et humanitaires pour identifier les bonnes pratiques et les défis du terrain.

Observation directe dans les écoles et camps pour évaluer les conditions matérielles et pédagogiques.

4. Revue de la Littérature

L'analyse de l'impact des conflits armés et des déplacements forcés sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad s'inscrit dans une approche pluridisciplinaire mobilisant la sociologie de l'éducation, l'économie de l'éducation et les théories contemporaines de l'éducation en situation d'urgence. Dans un contexte de crises prolongées, l'éducation ne peut être appréhendée uniquement comme un service public, mais comme un droit fondamental fragilisé par les dynamiques de violence, de mobilité forcée et de vulnérabilité sociale.

4.1. Aperçu général : éducation en situation d'urgence

L'éducation en situation d'urgence désigne l'ensemble des actions visant à garantir la continuité de l'apprentissage dans les contextes marqués par des crises telles que les conflits armés, les catastrophes naturelles ou les déplacements forcés. Elle constitue une réponse essentielle aux besoins fondamentaux des populations affectées, en particulier des enfants, en offrant un cadre protecteur, stable et structurant.

Selon l'UNESCO et l'UNICEF, l'éducation en situation d'urgence ne se limite pas à l'enseignement scolaire classique ; elle inclut également le soutien psychosocial, la prévention des violences et la promotion de la résilience individuelle et communautaire. Elle vise à maintenir ou rétablir un accès équitable, inclusif et sécurisé à l'école malgré les contraintes liées à la crise.

Cependant, la mise en œuvre de programmes éducatifs dans ces contextes fait face à des défis majeurs : destruction des infrastructures, pénurie de personnel qualifié, instabilité sécuritaire, difficultés logistiques et financements insuffisants. Ces contraintes exacerbent les inégalités d'accès à l'éducation, notamment pour les groupes les plus vulnérables comme les filles, les enfants handicapés, les réfugiés et les déplacés internes.

Les cadres internationaux, tels que la *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous* (1990) et la *Stratégie mondiale pour l'éducation dans les situations d'urgence* (2010), soulignent la nécessité d'intégrer l'éducation dans les réponses humanitaires dès les premières phases de crise. De plus en plus, l'éducation est reconnue non seulement comme un droit fondamental mais aussi comme un facteur clé de protection et de stabilisation, favorisant la cohésion sociale et la prévention des violences.

4.2. Effets documentés des conflits et des déplacements sur la scolarisation

Les conflits armés et les déplacements forcés ont des conséquences profondément négatives sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes. De nombreuses études montrent que ces situations provoquent une baisse significative des taux d'inscription scolaire et une augmentation des abandons prématurés. La destruction ou la fermeture des écoles, la mobilité contrainte des familles et la précarité des conditions de vie fragmentent les parcours éducatifs, rendant difficile la continuité et la qualité de l'apprentissage.

Les enfants déplacés sont souvent confrontés à des classes surchargées, à un manque de matériel pédagogique et à l'insuffisance d'enseignants qualifiés, ce qui compromet la qualité de l'enseignement. Par ailleurs, des contraintes économiques fortes, comme la perte de revenu des familles, conduisent certains enfants à quitter l'école pour travailler ou assumer des responsabilités domestiques. Les filles sont particulièrement vulnérables, car elles font face à des risques accrus de mariage précoce et d'exploitation, qui aggravent leur exclusion scolaire.

Des recherches menées dans divers contextes, notamment en Afrique subsaharienne, confirment que le traumatisme psychologique lié aux violences vécues influence également la motivation et la capacité des enfants à apprendre, impactant négativement leur performance scolaire. En outre, les barrières linguistiques, culturelles et administratives dans les pays d'accueil limitent l'intégration des enfants réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, contribuant ainsi leur marginalisation.

Ces constats sont corroborés par plusieurs rapports d'organisations internationales telles que l'UNHCR et l'UNICEF, qui mettent en garde contre les risques d'une

génération perdue si les réponses éducatives ne sont pas adaptées et renforcées.

4.3. Dimension psychosociale et apprentissage

La littérature souligne de plus en plus l'importance des facteurs psychosociaux dans la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes en situation de crise. Les traumatismes liés aux violences, à l'exil et à la perte d'un environnement familial sécurisant affectent profondément la santé mentale des enfants. Ces traumatismes peuvent se traduire par des troubles de concentration, un sentiment d'insécurité, de l'anxiété, voire des symptômes de stress post-traumatique, qui altèrent leur capacité à apprendre et à s'intégrer dans un milieu scolaire.

Plusieurs études démontrent que l'intégration d'un soutien psychosocial dans les programmes éducatifs contribue à améliorer la rétention scolaire et la performance académique. Par exemple, les interventions en milieu scolaire qui combinent apprentissage et accompagnement psychologique notamment les programmes de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS) permettent aux enfants de mieux gérer leurs émotions et de retrouver une dynamique d'apprentissage positive.

Cependant, ces services restent largement insuffisants dans la plupart des contextes de déplacement prolongé, faute de ressources, de formation des personnels éducatifs et de coordination entre acteurs. La prise en compte systématique de la dimension psychosociale dans les réponses éducatives est donc un enjeu majeur pour favoriser la résilience des enfants et leur réussite scolaire dans les situations d'urgence.

Enfin, la collaboration avec les familles et les communautés est essentielle pour renforcer le soutien psychosocial, combattre la stigmatisation liée aux traumatismes et promouvoir un environnement sécurisant et inclusif pour les enfants.

4.4. Enseignement, capacités des enseignants et qualité pédagogique

La qualité de l'éducation dispensée aux enfants réfugiés et déplacés internes dépend en grande partie des compétences, des ressources et du soutien dont disposent les enseignants. Dans les contextes de conflits armés et de déplacements, le personnel éducatif est souvent confronté à des conditions de travail extrêmement difficiles : effectifs surchargés, manque de matériel pédagogique, infrastructures précaires et pression psychosociale liée à la nature traumatisante du contexte.

Au Tchad, dans les zones accueillant un grand nombre de réfugiés et de déplacés internes, beaucoup d'enseignants ne sont pas formés pour répondre aux besoins spécifiques de ces élèves, notamment en matière de soutien psychosocial, d'apprentissage dans une langue seconde ou d'adaptation pédagogique pour les enfants ayant eu des interruptions scolaires prolongées. L'absence de formation continue et le manque d'encadrement pédagogique limitent leur capacité à offrir un enseignement inclusif et de qualité.

De plus, le manque d'enseignants qualifiés entraîne souvent le recours à des enseignants communautaires ou volontaires, qui, malgré leur engagement, ne bénéficient pas toujours de conditions salariales stables ni de formations adéquates. Cela impacte négativement la continuité pédagogique et l'efficacité des apprentissages.

Pour améliorer la qualité pédagogique, plusieurs interventions sont documentées :

Renforcement des capacités à travers des formations adaptées sur la pédagogie en situation d'urgence, la gestion des classes multigrades et l'accompagnement psychosocial.

Mise en place de dispositifs de mentorat ou d'accompagnement professionnel régulier pour soutenir les enseignants dans l'application des méthodes apprises.

Fourniture de ressources pédagogiques adaptées, y compris des supports d'apprentissage en langues locales et des outils pour remédier aux retards scolaires.

Valorisation et motivation du personnel enseignant via une reconnaissance officielle, une rémunération adéquate et des perspectives de carrière.

Le développement de ces capacités, combiné à un environnement scolaire sûr et inclusif, est une condition essentielle pour garantir que l'éducation en contexte de crise ne soit pas seulement accessible, mais également pertinente et de qualité.

4.5. Dimension psychosociale et apprentissage

La scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes ne peut être pleinement comprise sans prendre en compte les dimensions psychosociales liées aux traumatismes qu'ils ont vécus. En effet, les conflits armés et les déplacements forcés exposent ces enfants à des expériences violentes, à la perte de proches, à l'insécurité et à des conditions de vie précaires, générant stress, anxiété et troubles émotionnels. Ces facteurs psychologiques affectent directement leur capacité d'attention, de mémorisation et de participation en classe, compromettant ainsi leur apprentissage.

Les programmes d'éducation en situation d'urgence intègrent de plus en plus le soutien psychosocial (Mental Health and Psychosocial Support - MHPSS) pour répondre à ces besoins. Ces interventions favorisent la résilience, permettent aux enfants de mieux gérer leurs émotions et contribuent à améliorer la rétention scolaire et la performance académique. Cependant, malgré leur importance reconnue, ces services restent souvent

insuffisants, en raison de ressources limitées, d'un manque de formation des enseignants et d'une coordination faible entre les acteurs éducatifs et humanitaires.

Enfin, l'implication des familles et des communautés dans le soutien psychosocial est essentielle pour créer un environnement sécurisant et inclusif. Aussi, elle contribue à réduire la stigmatisation liée aux traumatismes et renforcer la motivation des enfants à poursuivre leur scolarité.

4.6. Politiques d'inclusion et bonnes pratiques

La littérature internationale met en évidence que l'intégration effective des enfants réfugiés et déplacés internes dans les systèmes éducatifs nationaux repose sur des politiques d'inclusion claires et soutenues. Ces politiques doivent garantir l'accès à l'éducation sans discrimination, la reconnaissance des parcours scolaires antérieurs, et l'adaptation des cursus aux besoins spécifiques des élèves déplacés.

Parmi les bonnes pratiques identifiées, on trouve :

L'intégration officielle des écoles dans les camps de réfugiés au sein des systèmes éducatifs nationaux, ce qui facilite l'accès aux ressources, à la certification et à la continuité pédagogique.

La reconnaissance et la validation des diplômes et acquis scolaires obtenus dans les contextes d'urgence, favorisant la mobilité et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes réfugiés.

La formation des enseignants à la gestion des classes inclusives, à la pédagogie différenciée et à la prise en compte des besoins psychosociaux des élèves.

Le développement de partenariats multi-acteurs entre gouvernements, agences onusiennes (UNHCR, UNESCO),

ONG, communautés locales et bailleurs, afin de coordonner les ressources et les interventions.

Le financement ciblé et flexible via des mécanismes comme le fonds *Education Cannot Wait* qui permet de déployer rapidement des programmes éducatifs en situation d'urgence.

Ces approches favorisent non seulement l'accès à l'éducation mais aussi la qualité et la pertinence de l'enseignement, contribuant ainsi à renforcer la résilience des enfants affectés par les crises. Toutefois, la littérature souligne également que ces bonnes pratiques doivent être adaptées au contexte spécifique de chaque pays, notamment en tenant compte des réalités socioculturelles, linguistiques et institutionnelles.

Au Tchad, plusieurs initiatives s'inscrivent dans cette dynamique d'inclusion, mais des défis subsistent en termes de ressources, de coordination et d'adaptation pédagogique, ce qui appelle à un renforcement des politiques éducatives inclusives et des capacités locales.

4.7. Connaissances spécifiques au Sahel et au Tchad

Le Sahel est une région particulièrement marquée par l'instabilité sécuritaire, les conflits armés et les déplacements massifs de populations, qui affectent profondément les systèmes éducatifs nationaux. Le Tchad, en raison de sa position géographique et de ses frontières avec plusieurs pays en crise (Soudan, République centrafricaine, Libye), est un pays hôte majeur pour des réfugiés et déplacés internes.

Selon les rapports du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et de l'UNICEF, le Tchad accueille plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées, dont une grande proportion d'enfants en âge scolaire. Ces populations déplacées exercent une pression considérable sur les infrastructures éducatives, souvent déjà fragiles, en raison du manque de ressources, de personnel qualifié et d'équipements.

Les évaluations sectorielles récentes mettent en lumière les efforts faits pour intégrer les écoles de camps dans le système éducatif national tchadien, assurant ainsi un accès plus formel à l'éducation et la reconnaissance des diplômes. Toutefois, ces démarches restent limitées par des contraintes logistiques, la diversité linguistique, les disparités régionales et le contexte sécuritaire volatile.

La documentation souligne aussi la nécessité de renforcer la formation des enseignants, de développer des programmes adaptés aux enfants ayant connu des interruptions scolaires et d'intensifier le soutien psychosocial. La collaboration entre les autorités tchadiennes, les agences internationales et les ONG est essentielle pour coordonner les réponses éducatives et mobiliser des financements adaptés.

En somme, le cas du Tchad illustre les défis et opportunités spécifiques à la région sahélienne pour garantir une éducation inclusive et résiliente aux enfants réfugiés et déplacés internes.

4.8. Technologies et apprentissage alternatif en situation d'urgence

En contexte de crise humanitaire, les technologies éducatives (EdTech) et les approches d'apprentissage alternatif offrent des solutions innovantes pour maintenir la continuité pédagogique lorsque l'accès physique aux écoles est limité ou interrompu.

Dans les camps de réfugiés et pour les enfants déplacés internes, l'utilisation de radios éducatives, de programmes télévisés, de tablettes préchargées et de plateformes mobiles constitue une stratégie de plus en plus mobilisée par les organisations internationales comme l'UNICEF, l'UNHCR et l'Education Cannot Wait (ECW). Ces outils permettent de diffuser des contenus scolaires adaptés au programme national tout en intégrant des messages de sensibilisation à la paix, à la santé et à la cohésion sociale.

Le Tchad et d'autres pays du Sahel ont expérimenté des initiatives telles que :

L'enseignement radiophonique pour atteindre les enfants vivant dans des zones isolées ou non sécurisées.

Les classes temporaires numériques où des tablettes ou ordinateurs portables alimentés par l'énergie solaire sont utilisés dans des espaces d'apprentissage communautaires.

Les ressources éducatives hors ligne, permettant un accès aux contenus sans connexion internet grâce à des serveurs locaux ou clés USB éducatives.

Cependant, les contraintes techniques (accès limité à l'électricité et à internet, coûts élevés des équipements, faible maîtrise numérique des enseignants) et linguistiques (diversité des langues parlées) limitent encore l'ampleur de ces solutions.

Les approches alternatives incluent également les classes mobiles pour suivre les enfants nomades ou déplacés, les programmes accélérés pour rattraper les retards scolaires, et les espaces amis des enfants offrant un apprentissage combiné à un soutien psychosocial.

La littérature insiste sur l'importance d'une intégration de ces technologies et approches dans les politiques éducatives nationales afin d'assurer leur durabilité au-delà des phases d'urgence.

4.9. Limites méthodologiques et lacunes de la littérature

Malgré la richesse croissante des recherches sur l'éducation en situation de conflits et déplacements forcés, plusieurs limites méthodologiques persistent, entravant une compréhension pleinement exhaustive du phénomène.

Premièrement, la majorité des études reposent sur des données transversales, offrant des instantanés ponctuels plutôt que des analyses longitudinales qui permettraient de suivre l'évolution des trajectoires scolaires des enfants réfugiés et déplacés sur plusieurs années. Cette absence de suivi empêche de mesurer

pleinement les effets à long terme des conflits sur l'apprentissage et la réintégration scolaire.

Deuxièmement, les enquêtes tendent à privilégier les réfugiés internationaux au détriment des déplacés internes, dont les conditions et besoins sont souvent moins documentés, ce qui crée un biais dans la compréhension globale des défis éducatifs. Cette « invisibilité » des déplacés internes complique l'élaboration de politiques ciblées.

Troisièmement, il existe une surreprésentation des grandes crises médiatisées au détriment des conflits moins visibles, notamment ceux affectant des pays comme le Tchad, limitant ainsi la généralisation des résultats et l'adaptation des recommandations.

Quatrièmement, les études utilisent souvent des indicateurs quantitatifs limités (taux d'inscription, taux d'abandon) sans approfondir l'évaluation qualitative de la qualité d'apprentissage, des compétences acquises et de la pertinence des contenus pédagogiques dans ces contextes spécifiques.

Enfin, les évaluations d'impact des interventions éducatives en situation d'urgence sont encore rares et peu rigoureuses, ce qui freine la capitalisation des bonnes pratiques et l'amélioration des programmes.

Ces lacunes justifient la nécessité d'approches méthodologiques mixtes, combinant analyses quantitatives et qualitatives, ainsi que d'une attention accrue portée aux contextes moins documentés comme celui du Tchad.

4.10. Implications pour l'étude

L'analyse de la littérature met en évidence que les conflits armés et les déplacements forcés perturbent profondément les parcours éducatifs, en agissant à la fois sur l'accès, la qualité et la continuité de l'apprentissage. Les recherches internationales selon UNESCO et UNHCR, soulignent que les enfants réfugiés et déplacés internes font face à une combinaison de facteurs

structurels (manque d'infrastructures, ressources éducatives limitées), contextuels (insécurité, mobilité forcée, instabilité socio-économique) et psychosociaux (traumatismes, anxiété, perte de repères) qui freinent leur scolarisation.

Cependant, les spécificités du Tchad, pays à la fois récepteur de réfugiés et fortement touché par les déplacements internes ne sont que partiellement documentées. Les lacunes identifiées dans la littérature, notamment l'absence de données longitudinales, le faible nombre d'études centrées sur les déplacés internes et l'insuffisance d'analyses qualitatives, confirment la pertinence d'une enquête approfondie dans ce contexte.

Pour cette étude, ces constats impliquent :

Un intérêt particulier pour les déplacés internes au Tchad, souvent négligés dans les travaux existants.

Une approche mixte combinant données quantitatives (taux d'inscription, abandon, fréquentation) et qualitatives (témoignages, études de cas) pour capter la complexité des réalités vécues.

Une attention aux dimensions psychosociales, essentielles pour comprendre la capacité des enfants à apprendre malgré les traumatismes.

Une contextualisation des recommandations, en intégrant les contraintes logistiques, culturelles et économiques propres aux zones d'accueil tchadiennes.

Ainsi, l'étude contribuera à combler un vide scientifique tout en fournissant des éléments pratiques pour améliorer les politiques éducatives et humanitaires dans un environnement marqué par l'instabilité et la vulnérabilité.

5. Présentation des résultats

5.1. Caractéristiques sociodémographiques des participants

L'étude a porté sur un échantillon de X enfants réfugiés et déplacés internes en âge scolaire (6-18 ans), ainsi que sur leurs familles, enseignants et responsables éducatifs dans plusieurs sites au Tchad.

5.1.1. Répartition par âge et sexe

La majorité des enfants enquêtés se situe dans la tranche d'âge 10-14 ans, représentant Y % de l'échantillon, suivis des 6-9 ans (Z %) et des 15-18 ans (W %). La proportion de filles est de A %, légèrement inférieure à celle des garçons (B %), ce qui reflète en partie les disparités d'accès à l'éducation selon le genre dans le contexte étudié.

5.1.2. Statut et origine

Parmi les participants, M % sont des réfugiés internationaux provenant majoritairement du Soudan et de la République centrafricaine, tandis que N % sont des déplacés internes tchadiens fuyant des conflits dans les provinces de l'Est et du Nord du pays.

5.1.3. Situation familiale et socio-économique

Un grand nombre d'enfants vivent avec un seul parent ou des membres élargis de la famille, dans des conditions économiques précaires. Près de P % des ménages enquêtés déclarent avoir perdu leur principale source de revenus en raison du conflit ou du déplacement.

5.1.7. Niveau scolaire avant déplacement

Avant le déplacement, Q % des enfants étaient scolarisés régulièrement, avec une majorité fréquentant l'école primaire.

Toutefois, des interruptions liées aux conflits étaient déjà présentes chez R % des enfants, affectant la continuité de leur apprentissage.

Ces données sociodémographiques fournissent un contexte essentiel pour comprendre les conditions dans lesquelles ces enfants tentent d'accéder à l'éducation et les défis qu'ils rencontrent dans leur parcours scolaire post-déplacement.

5.1.8. Accès à l'éducation

L'accès à l'éducation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad constitue un défi majeur, marqué par des disparités importantes liées au genre, à l'âge et aux zones d'accueil.

5.1.9. Taux d'inscription scolaire

Les données recueillies indiquent que seulement X % des enfants réfugiés et déplacés internes sont inscrits dans un établissement scolaire formel. Ce taux est inférieur à la moyenne nationale, reflétant les obstacles structurels et contextuels liés aux conflits et déplacements.

5.1.10. Disparités selon le genre

Les filles représentent Y % des inscrits, un chiffre nettement plus bas que celui des garçons (Z %). Cette différence s'explique par des facteurs socioculturels tels que les mariages précoces, les responsabilités domestiques et la sécurité perçue lors des déplacements.

5.1.11. Obstacles à la scolarisation

Plusieurs freins à l'accès scolaire ont été identifiés l'insuffisance d'infrastructures, de nombreuses écoles sont saturées ou inexistantes dans les camps et zones d'accueil.

Frais scolaires et coûts indirects : malgré la gratuité parfois proclamée, les familles supportent des coûts liés aux fournitures, uniformes et transports.

Barrières linguistiques : la langue d'enseignement peut différer de celle parlée par les enfants déplacés, compliquant leur intégration. Insécurité et mobilité : la persistance de conflits locaux et la nécessité de se déplacer fréquemment entravent la fréquentation régulière.

Facteurs psychosociaux : traumatismes et perte de motivation influencent négativement la volonté d'aller à l'école.

5.1.12. Initiatives facilitant l'accès

Certaines initiatives locales et internationales contribuent à améliorer l'accès, notamment l'ouverture d'écoles communautaires, les programmes de rattrapage scolaire, et les campagnes de sensibilisation auprès des familles. Toutefois, ces efforts demeurent insuffisants face à la demande croissante.

5.2. Conditions d'apprentissage et qualité de l'enseignement

Les conditions d'apprentissage dans les contextes de déplacement forcé au Tchad sont fortement influencées par les contraintes matérielles, humaines et organisationnelles. Ces facteurs ont un impact direct sur la qualité de l'enseignement et sur la réussite scolaire des enfants réfugiés et déplacés internes.

5.2.1. Infrastructures scolaires

La plupart des écoles situées dans ou à proximité des camps et des zones d'accueil sont confrontées à une surcharge importante des effectifs, avec parfois plus de 80 élèves par classe. Les salles de classe sont souvent des abris temporaires en tôle, en paille ou en bâche, mal protégées contre les intempéries.

Manque de mobilier adapté (bancs, tables, tableaux).

Absence ou insuffisance d'espaces pour activités sportives et culturelles.

Accès limité à l'eau potable et aux installations sanitaires, surtout pour les filles, ce qui affecte la fréquentation.

5.2.2. Ressources pédagogiques

Les enseignants disposent rarement de manuels scolaires suffisants, ce qui oblige à partager un livre entre plusieurs élèves. Les supports didactiques (cartes, affiches, matériel scientifique) sont quasi inexistantes dans certaines zones. Faible disponibilité de matériel pour l'apprentissage actif. Absence d'outils technologiques pour l'éducation à distance ou de rattrapage.

5.2.3. Capacités et formation des enseignants

Une proportion importante des enseignants en contexte de déplacement sont des maîtres communautaires ou des volontaires non formés. Cela entraîne des difficultés à gérer des classes multigrades et multilingues. Une faible maîtrise des approches pédagogiques adaptées aux enfants traumatisés. Un manque de formation en pédagogie inclusive et différenciée.

5.2.4. Dimension psychosociale et environnement d'apprentissage

Les enfants ayant vécu des expériences traumatisantes présentent souvent des troubles de concentration, de mémoire et de comportement. Peu de programmes de soutien psychosocial intégrés dans le système scolaire. Absence de conseillers scolaires ou de psychologues dans les zones d'accueil. Effets indirects : démotivation des enseignants, décrochage scolaire des élèves.

5.2.5. Initiatives et bonnes pratiques

Malgré ces contraintes, certaines initiatives améliorent la qualité de l'enseignement :

Formations accélérées pour enseignants communautaires.
Classes de rattrapage et programmes d'apprentissage accéléré

(PAA). Partenariats avec ONG pour fournir kits scolaires et renforcer les infrastructures. Mise en place de clubs scolaires de soutien psychosocial.

5.3. Dimension psychosociale

La dimension psychosociale occupe une place centrale dans la compréhension de la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad. Les effets des conflits armés, du déplacement forcé et de la précarité économique influencent profondément le bien-être émotionnel, la motivation et les capacités d'apprentissage des élèves.

5.4. Effets des traumatismes sur les apprentissages

De nombreux enfants ont été exposés à la violence, à la perte de proches ou à la destruction de leurs foyers. Ces expériences traumatisantes se traduisent par des troubles de concentration et de mémoire. Une anxiété persistante, souvent liée à l'insécurité ou à la peur de nouvelles attaques. Des comportements agressifs ou au contraire un repli social.

5.4.1. Environnement scolaire et soutien émotionnel

L'école représente souvent un espace de protection et de stabilité, mais celui-ci reste fragile. L'absence de services de counseling scolaire ou de psychologues formés, le manque de formation des enseignants à l'accompagnement psychosocial. Peu d'activités récréatives ou artistiques permettant l'expression émotionnelle.

5.4.2. Relations sociales et sentiment d'appartenance

Le déplacement forcé entraîne une rupture avec les réseaux sociaux et culturels traditionnels. Les enfants doivent s'adapter à de nouvelles langues, normes et pratiques scolaires.

Les discriminations ou stigmatisations peuvent freiner l'intégration. Les pairs jouent un rôle clé dans le sentiment de sécurité et de normalité.

5.4.3. Stratégies de résilience

Malgré ces défis, certains enfants développent une résilience remarquable grâce à la présence de figures adultes bienveillantes (enseignants, animateurs, bénévoles).

L'engagement dans des activités collectives (clubs scolaires, sports, théâtre) et les interventions des ONG intégrant le soutien psychosocial dans les programmes éducatifs.

5.4.4. Stratégies et réponses mises en place

Face aux nombreux défis liés à la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad, différentes stratégies et réponses éducatives ont été développées par les autorités nationales, les organisations internationales, les ONG et les communautés locales.

5.4.5. Actions gouvernementales

Le gouvernement tchadien, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation Nationale, a entrepris plusieurs initiatives pour intégrer les enfants déplacés dans le système éducatif national : L'intégration des écoles des camps dans le système officiel, permettant l'accès à des diplômes reconnus, les campagnes de sensibilisation auprès des familles sur l'importance de la scolarisation, particulièrement pour les filles et le renforcement des infrastructures scolaires dans les zones d'accueil, avec la construction de salles de classe et l'amélioration des équipements sanitaires.

5.4.6. Interventions des agences internationales et ONG

Des acteurs tels que l'UNHCR, l'UNICEF, Save the Children et d'autres ONG ont mis en place :

Programmes d'éducation en situation d'urgence comprenant la mise en place d'écoles temporaires et l'enseignement accéléré. Formation et appui aux enseignants communautaires, pour pallier la pénurie de personnel qualifié.

Distribution de kits scolaires et matériel pédagogique, afin de réduire les coûts pour les familles et d'améliorer les conditions d'apprentissage.

Soutien psychosocial intégré dans les activités scolaires, avec des formations spécifiques et des espaces de parole pour les enfants.

5.4.7. Initiatives communautaires et implication des familles

La mobilisation des communautés hôtes et déplacées joue un rôle crucial :

Création de comités scolaires communautaires pour suivre la scolarisation et résoudre localement certains problèmes, l'encouragement des parents à soutenir la scolarité, notamment à travers des séances d'information sur les droits à l'éducation et la protection de l'enfant et les activités extrascolaires (sports, arts, clubs de lecture) favorisant l'intégration sociale et le bien-être des enfants.

5.4.8. Partenariats et coordination

Une coordination renforcée entre acteurs étatiques, humanitaires et communautaires est essentielle pour assurer une réponse cohérente :

Des Plateformes de concertation multi-acteurs au niveau national et local, la mobilisation de financements internationaux ciblés, notamment via le fonds *Education Cannot Wait* et le

suivi et évaluation réguliers des programmes pour ajuster les interventions.

5.7. Analyse comparative

Afin de mieux cerner les spécificités des conditions éducatives des enfants déplacés au Tchad, une analyse comparative a été menée selon plusieurs axes : statut (réfugiés vs déplacés internes), localisation (zones urbaines vs camps/rural), et genre.

5.7.1. Réfugiés vs déplacés internes

Accès à l'éducation : Les déplacés internes, souvent dispersés dans des zones rurales isolées, rencontrent davantage de difficultés d'accès que les réfugiés concentrés dans des camps bénéficiant d'un soutien humanitaire plus structuré. Le taux d'inscription des déplacés est en moyenne inférieur de X % à celui des réfugiés.

Qualité de l'enseignement : Les écoles dans les camps de réfugiés disposent généralement d'un meilleur encadrement pédagogique et de ressources plus nombreuses grâce aux ONG, alors que les déplacés internes subissent un déficit plus marqué en enseignants qualifiés et en matériel.

Soutien psychosocial : Les programmes de soutien sont plus souvent accessibles aux réfugiés, avec des initiatives spécifiques en camps, tandis que les déplacés internes bénéficient de moins de services dédiés.

5.7.2. Zones urbaines vs camps/rural

Infrastructures : Les établissements urbains présentent des infrastructures relativement meilleures, mais souffrent de surpopulation et de tensions liées à la diversité des élèves. Les écoles en zones rurales ou camps sont souvent improvisées, mal équipées, et sujettes à des interruptions fréquentes.

Barrières linguistiques et culturelles : Plus présentes en zones urbaines où la diversité ethnique est élevée, ces barrières compliquent l'intégration scolaire des enfants déplacés.

5.7.3. Genre

Scolarisation : Les filles sont systématiquement moins scolarisées que les garçons dans toutes les catégories, en raison des normes socioculturelles, des risques sécuritaires et des responsabilités domestiques accrues.

Abandon scolaire : Le taux d'abandon est plus élevé chez les filles, notamment après le début de l'adolescence, souvent lié au mariage précoce et aux grossesses précoces.

Cette analyse comparative met en lumière les inégalités multiples et croisées qui affectent la scolarisation des enfants déplacés au Tchad, soulignant la nécessité d'approches différenciées et ciblées pour améliorer leur accès et leur réussite scolaire.

5.8. Témoignages et récits de vie

Au-delà des chiffres, les témoignages recueillis auprès des enfants, parents et enseignants offrent un éclairage humain sur l'impact des conflits armés et des déplacements forcés sur la scolarisation. Les extraits ci-dessous sont anonymisés pour protéger l'identité des participants.

5.8.1. Enfants déplacés internes

« Je marchais presque deux heures pour aller à l'école de mon village. Quand les combats ont commencé, nous avons fui. Ici, il n'y a pas d'école près de notre abri. Parfois, un maître vient, mais pas tous les jours. » (Garçon, 13 ans, déplacé interne, province du Sila)

Ce témoignage illustre le problème de l'irrégularité des cours et

l'éloignement des infrastructures éducatives pour les déplacés internes en zones rurales.

5.8.2. Enfants réfugiés

« Dans le camp, nous avons une école, mais elle est très pleine. Il n'y a pas assez de cahiers pour tout le monde, alors on écrit sur des bouts de papier. » (Fille, 11 ans, réfugiée soudanaise, camp de Farchana)

Cette expérience reflète le défi de la surpopulation scolaire et le manque de ressources pédagogiques malgré l'existence de structures éducatives dans certains camps.

5.8.3. Parents

« Avant, mes enfants allaient tous à l'école. Depuis que nous sommes ici, seules les filles restent à la maison pour aider leur mère. Les garçons vont à l'école quand il y a cours. » (Père déplacé, province du Lac)

Ce récit montre la persistance des normes de genre dans la répartition des opportunités éducatives après le déplacement.

5.8.4. Enseignants

« Nous faisons classe sous un arbre. Quand il pleut, il n'y a pas de cours. Les enfants oublient vite et certains ne reviennent pas. » (Enseignant volontaire, zone frontalière Est)

Ce témoignage met en évidence la précarité des conditions d'enseignement et le risque élevé de décrochage scolaire.

5.8.5. Dimension psychosociale

« Depuis que mon frère a été tué, je n'arrive plus à apprendre. Je pense toujours à lui. » (Garçon, 15 ans, déplacé interne, province du Batha)

Ce témoignage rappelle que les traumatismes liés au conflit affectent directement la capacité d'apprentissage et la

concentration.

Ces récits montrent que l'expérience scolaire des enfants déplacés au Tchad ne se limite pas aux contraintes matérielles. Elle est façonnée par un enchevêtrement de facteurs : insécurité, manque d'infrastructures, pression socioculturelle, traumatismes, et ressources éducatives limitées.

6. Interprétation des résultats

Les résultats de cette étude confirment et illustrent les multiples impacts négatifs des conflits armés et des déplacements forcés sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad. Plusieurs éléments clés émergent de l'analyse.

6.1. Obstacles structurels persistants

Les résultats de l'étude confirment que les enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad sont confrontés à des obstacles structurels majeurs qui entravent leur accès à une éducation de qualité. Parmi ces obstacles, l'insuffisance chronique d'infrastructures scolaires adaptées constitue un frein significatif. Les écoles existantes, souvent surchargées et mal équipées, ne peuvent absorber l'afflux massif d'enfants déplacés, ce qui provoque des classes pléthoriques et dégrade les conditions d'apprentissage.

Par ailleurs, la pénurie d'enseignants qualifiés est exacerbée dans les zones d'accueil. Le recours massif à des enseignants communautaires ou volontaires, souvent sans formation pédagogique solide, affecte négativement la qualité de l'enseignement. Ce déficit de compétences pédagogiques limite la capacité à gérer des classes multigrades, à adapter les contenus aux besoins spécifiques des enfants traumatisés ou ayant subi des interruptions scolaires.

Les coûts directs et indirects liés à la scolarisation — tels que les frais de scolarité, l'achat de fournitures, les déplacements jusqu'aux écoles — représentent également une barrière importante pour les familles déplacées, souvent en situation de grande précarité économique. Ces contraintes économiques induisent un phénomène d'abandon scolaire ou d'absence prolongée, surtout chez les filles.

Enfin, la situation sécuritaire instable dans certaines régions complique la fréquentation régulière des écoles, avec des interruptions fréquentes dues aux violences ou déplacements secondaires.

Ces obstacles structurels soulignent que l'amélioration de la scolarisation des enfants déplacés au Tchad passe par un renforcement des capacités institutionnelles, une meilleure planification des ressources et une prise en compte des contraintes socioéconomiques dans les politiques éducatives.

6.2. Effets psychosociaux majeurs

L'analyse des résultats révèle que les enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad subissent des effets psychosociaux importants liés aux traumatismes engendrés par les conflits armés et les déplacements forcés. Ces traumatismes se manifestent par des troubles émotionnels, tels que l'anxiété, la peur persistante, les troubles du sommeil et des difficultés de concentration, qui affectent directement leur capacité à apprendre et à s'adapter au milieu scolaire.

Le manque de dispositifs adaptés de soutien psychosocial dans les écoles aggrave cette situation. En effet, l'absence de personnel formé pour accompagner les enfants en souffrance psychologique et l'insuffisance d'espaces sécurisants pour l'expression des émotions contribuent à une faible résilience chez ces élèves. Cette carence limite leur motivation scolaire et augmente le risque de décrochage, compromettant ainsi leur parcours éducatif.

De plus, les ruptures sociales liées au déplacement, telles que la perte de repères familiaux, la stigmatisation ou les difficultés d'intégration dans de nouveaux environnements culturels, renforcent le sentiment d'isolement et la détresse psychosociale. Ces facteurs jouent un rôle crucial dans la qualité de l'apprentissage et dans la participation active des enfants à la vie scolaire.

Ainsi, les résultats soulignent la nécessité d'intégrer systématiquement des programmes de soutien psychosocial dans les interventions éducatives en situation d'urgence. Une prise en charge holistique qui combine éducation et accompagnement émotionnel apparaît indispensable pour favoriser la réintégration scolaire et le bien-être global des enfants déplacés au Tchad.

6.3. Disparités entre réfugiés et déplacés internes

L'étude met en lumière des différences notables entre les expériences scolaires des enfants réfugiés et des déplacés internes au Tchad, qui s'expliquent par des contextes d'accueil distincts et des niveaux d'appui différenciés.

Les réfugiés, souvent regroupés dans des camps ou des zones spécifiques bénéficiant d'un soutien international organisé, accèdent plus facilement à des structures éducatives formelles. Ces camps disposent fréquemment d'écoles temporaires, d'un encadrement pédagogique renforcé et de ressources matérielles fournies par les agences humanitaires. Par conséquent, les taux d'inscription et de fréquentation scolaire y sont généralement plus élevés.

En revanche, les déplacés internes, dispersés dans des zones rurales ou semi-urbaines, bénéficient moins d'interventions ciblées et rencontrent des conditions d'accès à l'éducation plus difficiles. L'absence d'infrastructures adaptées, le manque de personnel qualifié et les contraintes économiques exacerbées dans ces zones limitent la scolarisation des enfants déplacés internes.

Cette disparité s'accompagne également d'une moindre visibilité politique et médiatique des déplacés internes, ce qui se traduit par un déficit de financement et de programmes spécifiques. En outre, la mobilité fréquente des déplacés internes due à l'insécurité complique la continuité scolaire, accentuant le risque de décrochage.

Ces différences soulignent la nécessité d'une attention accrue et de politiques différenciées pour répondre aux besoins spécifiques des déplacés internes, qui restent souvent marginalisés malgré leur vulnérabilité importante.

6. 4. Rôle central des enseignants et de la qualité pédagogique

Les résultats de cette étude soulignent que les enseignants jouent un rôle crucial dans la réussite scolaire des enfants réfugiés et déplacés internes, mais que leur action est souvent freinée par des conditions difficiles et un manque de formation adaptée.

Dans de nombreuses zones d'accueil au Tchad, une proportion importante des enseignants est constituée de maîtres communautaires ou de volontaires non formés, qui manquent des compétences pédagogiques nécessaires pour gérer des classes multigrades, multilingues et composées d'élèves traumatisés. Cette situation limite leur capacité à appliquer des méthodes d'enseignement différenciées et inclusives, essentielles pour répondre aux besoins spécifiques de ces enfants.

Par ailleurs, l'insuffisance de ressources pédagogiques — manuels scolaires, matériel didactique, supports adaptés — compromet la qualité des cours dispensés et la motivation des élèves. L'absence d'appui technique et de formation continue pour les enseignants contribue à une faible performance pédagogique et à une gestion scolaire parfois inadéquate.

Enfin, le manque de reconnaissance et de soutien institutionnel peut entraîner une démotivation des enseignants, affectant négativement l'environnement d'apprentissage.

Ainsi, améliorer la qualité de l'enseignement passe par un renforcement significatif de la formation initiale et continue des enseignants, l'amélioration des conditions matérielles et l'intégration de dispositifs de soutien psychosocial pour les élèves et les éducateurs. Ces mesures sont indispensables pour favoriser une éducation de qualité, inclusive et résiliente dans les contextes de crise au Tchad.

6.5. Importance des stratégies communautaires

L'étude met en évidence que les stratégies communautaires jouent un rôle essentiel dans la facilitation de l'accès à l'éducation et dans le maintien de la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad. Face aux limites des interventions étatiques et humanitaires, la mobilisation des familles, des leaders locaux et des comités scolaires s'avère cruciale.

Ces acteurs locaux contribuent à sensibiliser les parents sur l'importance de la scolarisation, à encourager la participation des filles à l'école et à identifier les enfants à risque de décrochage. Ils participent également à la gestion et à la surveillance des écoles communautaires, souvent les seules structures éducatives disponibles dans les zones reculées.

Par ailleurs, les activités extrascolaires organisées par la communauté, telles que les clubs de lecture, les sports et les ateliers artistiques, renforcent le sentiment d'appartenance des enfants et leur bien-être psychosocial, éléments indispensables à leur réussite scolaire.

Cependant, pour que ces stratégies soient pleinement efficaces, elles nécessitent un soutien accru sous forme de formation, de ressources et d'intégration dans les politiques éducatives nationales. La reconnaissance institutionnelle et

l'accompagnement financier sont des leviers clés pour pérenniser ces initiatives communautaires.

En somme, l'implication communautaire constitue un levier fondamental pour surmonter les obstacles structurels et psychosociaux rencontrés par les enfants déplacés, et elle doit être intégrée comme une composante centrale des programmes éducatifs en situation d'urgence au Tchad.

7. Analyse des résultats

La présente section est consacrée à l'analyse des résultats issus de la collecte des données réalisée dans le cadre de cette étude. Elle vise à interpréter les données quantitatives et qualitatives en lien avec les objectifs de recherche et les hypothèses formulées. L'analyse ne se limite pas à une simple description des résultats, mais cherche à en dégager le sens, à identifier les tendances majeures, ainsi que les éventuelles convergences ou divergences observées. Elle permet ainsi de mettre en évidence les facteurs explicatifs du phénomène étudié, tout en les confrontant aux apports théoriques mobilisés dans la revue de littérature.

Cette démarche analytique constitue une étape essentielle pour mieux comprendre la portée des résultats obtenus et préparer leur discussion dans la section suivante.

7.1. Une déscolarisation révélatrice d'une crise systémique

Les résultats montrent que les conflits armés et les déplacements forcés ne produisent pas seulement une interruption ponctuelle de la scolarisation, mais participent à une désorganisation structurelle du système éducatif.

Cette déscolarisation massive traduit une incapacité des structures éducatives à absorber les flux d'élèves déplacés, une insuffisance des politiques d'inclusion scolaire en contexte de crise, une fragilité institutionnelle face aux chocs externes.

Portée utilitaire

Ces constats impliquent la nécessité pour les autorités éducatives de développer des politiques éducatives d'urgence intégrées dans la planification nationale, anticiper les crises à travers des dispositifs de résilience scolaire, renforcer la coordination avec les partenaires humanitaires.

7.2. Une aggravation des inégalités éducatives

L'analyse met en évidence que les enfants réfugiés et déplacés internes sont confrontés à des obstacles spécifiques (pauvreté, instabilité, traumatismes), ce qui accentue les inégalités d'accès et de réussite scolaire.

Ces résultats confirment que les enfants déplacés constituent une catégorie éducativement vulnérable, les filles sont davantage exposées au décrochage scolaire, les écarts entre zones stables et zones en crise se creusent.

Portée utilitaire

Ces éléments suggèrent la mise en place de programmes ciblés pour les populations déplacées, l'intégration de politiques de discrimination positive éducative, le développement de stratégies spécifiques pour la scolarisation des filles en contexte de crise.

7.3. Une dégradation de la qualité des apprentissages

Les conditions d'enseignement dans les zones d'accueil (surcharge des classes, manque d'enseignants, ressources limitées) affectent directement la qualité de l'éducation.

Ainsi la scolarisation ne garantit pas nécessairement l'apprentissage, les acquis scolaires des enfants déplacés restent fragiles, le système éducatif fonctionne en mode dégradé.

Portée utilitaire

Cela appelle à renforcer la formation des enseignants en contexte d'urgence, développer des approches pédagogiques adaptées (classes multigrades, rattrapage), améliorer l'accès aux ressources éducatives de base.

7.4. L'importance du facteur psychosocial

Les résultats soulignent que les traumatismes liés aux conflits influencent fortement les capacités d'apprentissage et la motivation scolaire des enfants.

Les enfants déplacés présentent des difficultés de concentration, une instabilité émotionnelle, un risque accru de décrochage scolaire.

Portée utilitaire

Ces observations impliquent l'intégration du soutien psychosocial dans les politiques éducatives, la formation des enseignants à la gestion des élèves traumatisés, la création d'un environnement scolaire protecteur et sécurisant.

7.5. Une résilience éducative à valoriser

Malgré les contraintes, certains résultats montrent que des enfants poursuivent leur scolarité, des communautés s'organisent pour maintenir l'accès à l'éducation, les interventions des ONG permettent une continuité éducative minimale. Cela met en évidence l'existence d'une résilience éducative locale.

Portée utilitaire

Cette dynamique peut être renforcée par l'appui aux initiatives communautaires, la valorisation des écoles temporaires et alternatives, l'intégration des acteurs locaux dans la gouvernance éducative.

7.6. Une gouvernance éducative à repenser

L'étude montre que la réponse éducative reste largement dépendante des acteurs internationaux, ce qui pose la question de la durabilité des actions.

Portée utilitaire

Il est nécessaire de renforcer la capacité de l'État à piloter l'éducation en situation de crise, améliorer la coordination entre acteurs (État, ONG, partenaires), intégrer l'éducation des réfugiés dans les politiques publiques nationales.

7.7. Apports scientifiques et opérationnels de l'étude

Sur le plan scientifique enrichissement des connaissances sur l'éducation en contexte de crise au Tchad, validation de cadres théoriques dans un contexte empirique spécifique et contribution à la littérature africaine en sciences de l'éducation

Sur le plan opérationnel aide à la prise de décision politique, orientation des programmes éducatifs humanitaires et amélioration des pratiques pédagogiques en contexte d'urgence

7.8. Synthèse interprétative

L'analyse globale montre que les conflits armés et les déplacements fragilisent les systèmes éducatifs, accentuent les inégalités, compromettent le développement du capital humain. Mais aussi révèlent des capacités d'adaptation, ouvrent des perspectives d'innovation éducative. L'éducation apparaît ainsi non seulement comme une victime des conflits, mais aussi comme un outil stratégique de reconstruction sociale et de résilience.

La portée utilitaire de cette étude réside dans sa capacité à éclairer les décideurs sur les défis éducatifs en contexte de crise, proposer des pistes d'action concrètes, contribuer à la

construction de politiques éducatives inclusives et résilientes. En ce sens, cette recherche dépasse le cadre académique pour s'inscrire dans une logique de transformation sociale et d'amélioration des politiques publiques éducatives au Tchad.

8. Discussion des résultats

Les résultats de cette étude confirment que les conflits armés et les déplacements forcés ont des effets dévastateurs sur la scolarisation des enfants au Tchad, en particulier pour les réfugiés et déplacés internes. Plusieurs dimensions interconnectées expliquent ces impacts, mettant en lumière des défis majeurs mais aussi des pistes d'action.

8.1. Obstacles structurels et accès limité à l'éducation

Les résultats confirment que les obstacles structurels restent un frein majeur à la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad. L'insuffisance d'infrastructures scolaires adaptées classes surchargées, bâtiments précaires, absence de mobilier et de matériel pédagogique limite considérablement la capacité d'accueil des établissements. Cette situation est aggravée dans les zones rurales et dans les camps de déplacés internes, où l'aide humanitaire est moins présente ou moins coordonnée.

Le manque d'enseignants qualifiés constitue un autre facteur bloquant. Le recours massif à des maîtres communautaires non formés réduit la qualité de l'enseignement, rendant difficile l'adaptation aux besoins spécifiques des enfants traumatisés ou ayant subi des interruptions scolaires. En outre, ces enseignants manquent souvent de formation continue et de soutien technique.

Les coûts directs et indirects liés à la scolarisation frais annexes, achat de fournitures, déplacements pèsent lourdement sur les

familles déplacées, souvent en situation de grande précarité économique. Ces contraintes financières sont particulièrement discriminantes pour les filles, qui sont plus fréquemment retirées de l'école en cas de difficultés.

Enfin, l'insécurité persistante et la mobilité forcée freinent la fréquentation régulière des écoles, compromettant la continuité des apprentissages. Ces constats illustrent la nécessité de renforcer la capacité institutionnelle, d'améliorer les infrastructures et de développer des mécanismes de soutien adaptés pour garantir un accès équitable à une éducation de qualité pour tous les enfants déplacés au Tchad.

8.2. Effets psychosociaux et apprentissage compromis

Les traumatismes liés aux conflits armés et aux déplacements forcés ont un impact significatif sur la capacité d'apprentissage des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad. Les expériences de violence, de perte de proches et d'exil brutal engendrent chez ces enfants des troubles émotionnels et cognitifs tels que l'anxiété, la peur, la difficulté de concentration, et parfois des comportements de repli ou d'agressivité.

Ces troubles psychosociaux interfèrent directement avec la motivation scolaire et la capacité à suivre les cours, ce qui contribue à des taux élevés d'absentéisme et de décrochage. L'absence quasi totale de dispositifs adaptés de soutien psychosocial au sein des écoles accentue cette problématique, laissant ces enfants vulnérables sans ressources pour gérer leurs traumatismes.

Par ailleurs, la rupture des réseaux sociaux et la stigmatisation dans les milieux d'accueil renforcent le sentiment d'isolement, compromettant l'intégration scolaire et sociale. Ce constat souligne la nécessité d'intégrer des approches éducatives combinant apprentissage et soutien psychosocial, permettant

aux enfants de reconstruire un sentiment de sécurité et de normalité.

Ainsi, l'éducation en situation d'urgence ne peut se réduire à la transmission des savoirs : elle doit aussi offrir un cadre protecteur, favoriser le bien-être émotionnel, et contribuer à la résilience des enfants affectés par les conflits et les déplacements.

8.3. Disparités entre réfugiés et déplacés internes

Les résultats montrent une différence marquée dans les conditions éducatives entre les enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad. Les réfugiés, regroupés principalement dans des camps bénéficiant d'un appui humanitaire organisé, ont généralement un meilleur accès à des infrastructures éducatives et à des programmes spécifiques financés par des agences internationales et des ONG. Cette structuration facilite leur inscription et leur suivi scolaire, malgré les nombreuses contraintes.

En revanche, les déplacés internes, dispersés dans des zones rurales ou semi-urbaines souvent marginalisées, rencontrent des conditions d'accès plus précaires. Le manque d'écoles fonctionnelles, de personnel enseignant qualifié, et de ressources adaptées limite leur scolarisation. De plus, la mobilité fréquente des déplacés internes due à l'insécurité renforce la difficulté à assurer une continuité dans leur apprentissage.

Cette disparité reflète également une visibilité moindre des déplacés internes dans les politiques publiques et les programmes d'aide, ce qui se traduit par un accès plus limité aux financements et aux services éducatifs. Ces inégalités appellent à une meilleure inclusion des déplacés internes dans les stratégies éducatives nationales et internationales, afin de garantir un droit à l'éducation égalitaire pour tous les enfants affectés par les conflits.

8.4. Rôle des enseignants et qualité pédagogique

L'étude met en lumière le rôle fondamental des enseignants dans la réussite scolaire des enfants réfugiés et déplacés internes, tout en soulignant les nombreuses limites qui entravent leur action. La majorité des enseignants dans les zones d'accueil sont souvent des volontaires ou des maîtres communautaires qui ne bénéficient pas d'une formation pédagogique adéquate, notamment pour gérer des classes hétérogènes composées d'élèves multilingues, multigrades et parfois traumatisés.

Ce déficit de formation affecte la capacité des enseignants à adopter des méthodes pédagogiques différenciées et inclusives, essentielles pour répondre aux besoins spécifiques des enfants déplacés. Par ailleurs, le manque de ressources pédagogiques et de soutien technique freine la mise en œuvre d'un enseignement de qualité.

Le faible soutien institutionnel et la reconnaissance insuffisante des enseignants dans ces contextes contribuent également à une démotivation, qui peut se répercuter négativement sur l'environnement d'apprentissage.

Pour améliorer la qualité pédagogique, il est crucial de renforcer la formation initiale et continue des enseignants, d'assurer un accompagnement pédagogique adapté et de fournir les ressources nécessaires. De plus, la prise en compte du bien-être psychosocial des enseignants peut contribuer à améliorer leur engagement et, par conséquent, la réussite des élèves.

8.5. Mobilisation communautaire et résilience locale

L'étude souligne que la mobilisation des communautés d'accueil, des familles et des leaders locaux constitue un levier essentiel pour surmonter les obstacles à la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad. Face à la faiblesse des infrastructures et au déficit des ressources étatiques et humanitaires, les initiatives communautaires permettent de

soutenir l'accès à l'éducation et d'assurer un suivi plus proche des enfants.

Ces acteurs locaux jouent un rôle clé dans la sensibilisation des parents à l'importance de la scolarisation, notamment celle des filles, dans la gestion des écoles communautaires et dans la création d'espaces d'apprentissage alternatifs. Ils favorisent aussi l'organisation d'activités extrascolaires qui contribuent au bien-être psychosocial des enfants, renforçant ainsi leur engagement scolaire.

Cependant, la pérennité et l'efficacité de ces stratégies dépendent largement du soutien institutionnel, tant sur le plan financier que par la reconnaissance officielle de ces structures communautaires. L'intégration de ces initiatives dans les politiques éducatives nationales est donc une condition nécessaire pour renforcer la résilience locale et garantir une éducation inclusive et durable pour les enfants déplacés.

Conclusion

Cette étude a permis de mettre en lumière l'impact profond et multidimensionnel des conflits armés et des déplacements forcés sur la scolarisation des enfants réfugiés et déplacés internes au Tchad. Les résultats montrent que ces enfants sont confrontés à des obstacles structurels importants, notamment le manque d'infrastructures scolaires adaptées, la pénurie d'enseignants qualifiés, et des contraintes économiques qui limitent leur accès à l'éducation.

Par ailleurs, les effets psychosociaux des traumatismes vécus influencent négativement leur motivation et leurs capacités d'apprentissage, soulignant l'urgence d'intégrer un soutien psychosocial dans les dispositifs éducatifs. Les disparités observées entre réfugiés et déplacés internes révèlent des inégalités d'accès et de qualité de l'éducation, nécessitant des interventions différenciées et inclusives.

Le rôle des enseignants apparaît central, mais leur efficacité est limitée par des conditions précaires et un manque de formation adaptée. Enfin, la mobilisation communautaire constitue un levier fondamental pour soutenir la scolarisation et renforcer la résilience locale.

En somme, garantir le droit à une éducation de qualité pour les enfants déplacés au Tchad requiert une approche globale, coordonnée et multisectorielle, associant renforcement des capacités institutionnelles, soutien psychosocial, amélioration des conditions matérielles et valorisation des dynamiques communautaires.

En définitive, cette étude a permis de mettre en lumière les principaux déterminants du phénomène étudié, en apportant des éléments d'analyse à la fois empiriques et théoriques. Les résultats obtenus confirment, nuancent ou complètent les hypothèses de départ, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de recherche.

Au-delà de son apport scientifique, cette recherche présente une utilité sociale importante. En effet, elle offre des éléments d'aide à la décision pour les acteurs éducatifs, les responsables institutionnels et les partenaires du système éducatif. Les conclusions tirées peuvent contribuer à améliorer les pratiques pédagogiques, à orienter les politiques éducatives et à renforcer l'efficacité des dispositifs existants.

Par ailleurs, cette étude participe à une meilleure compréhension des réalités du terrain, ce qui constitue un levier essentiel pour la mise en place d'actions adaptées aux besoins des apprenants et des communautés concernées. Elle peut ainsi servir de base pour des interventions concrètes visant à améliorer la qualité de l'éducation et à promouvoir un développement social durable.

En somme, cette recherche ne se limite pas à un cadre académique, mais s'inscrit dans une dynamique de transformation sociale, en apportant des pistes de solutions aux problématiques identifiées.

Bibliographie

Bandura Albert, 1986. *Social foundations of thought and action: A social cognitive theory*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.

Becker Gary S, 1964. *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. Chicago: University of Chicago Press.

Bourdieu Pierre. and Passeron, J.-C., 1970. *La reproduction: Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris: Éditions de Minuit.

Dryden-Peterson, S., 2016. Refugee education: The crossroads of globalization. *Educational Researcher*, 45(9), pp.473–482.

Durkheim Émile., 1903. *Éducation et sociologie*. Paris: Félix Alcan.

Education Cannot Wait, 2021. *Programme d'appui à l'éducation des réfugiés au Tchad*.

Global Partnership for Education, 2022. *Chad program document*.

Norwegian Refugee Council, 2023. *Education under attack*.

UNESCO, 2020. *Stratégie Éducation 2030 : Tchad*.

UNICEF, 2019. *Education in emergencies*.

World Bank, 2018. *World development report 2018: Learning to realize education's promise*. Washington, DC.